

La valeur-travail, entre mythes et réalités

Fiche rédigée, le 1er Mars, par Maxime Combes (06 24 51 29 44, maxime.combes@gmail.com)

« Réhabiliter » ou « revaloriser » la valeur travail est devenu un des thèmes centraux de la campagne (cf. Citations Sarkozy, Parisot, Royal en fin de doc). Sont opposés les salariés qui « se lèvent tôt » et ces fainéants de chômeurs qui refusent de travailler et rejettent les offres d'emploi disponibles.

Pourtant les indicateurs économiques officiels montrent que les Français ne sont ni paresseux, ni réfractaires au travail, ni pour sa disparition.

Par contre, **chômage de masse durable, attaques contre les chômeurs, précarisation des salariés et des sans-emploi, faibles rémunérations, détérioration des conditions de travail montrent le peu de valeur et de considération que la droite libérale et la gauche sociale-libérale accordent aux travailleurs et à leur travail.**

1. Référence historique

Août 1938 : Edouard Daladier (radical), président du Conseil voulait « remettre la France au travail » et redonner le goût de l'effort à des Français trop gâtés par les congés payés et la semaine de 40 heures... On sait ce qu'il en est advenu !

2. Paresseux, les Français qui ont la chance d'avoir un travail ?

- **ils travaillent plus de 40 heures en moyenne** : selon Eurostat (2006), le temps de travail moyen des salariés à temps plein est de 41 heures (incluant les heures sup. rémunérées ou pas), soit juste en-dessous de l'Allemagne (41,7 heures)
- **ils sont concernés par le travail** : l'emploi et le chômage sont la première préoccupation de 79 % des Français (http://www.tns-sofres.com/etudes/pol/290306_preocconso_n.htm)
- **fainéants les salariés aux 35 heures ?** les 35 heures prévoyaient une réduction du temps de travail de 10 % (4 heures sur 39). En raison de nouvelles définitions du temps de travail et de l'augmentation des heures supplémentaires, la baisse du temps de travail fut de seulement 4 % (autant que le Canada sur la même période). Dans le même temps la productivité horaire a augmenté de 6 %.
- **une forte productivité** : d'après l'OFCE (Le Monde, 6 avril 2006, interview d'Eric Heyer), les Français ont une productivité horaire supérieure à l'ensemble des pays de l'OCDE (sauf Norvège)
- **temps partiel subi** : plus de 8 % des femmes voudraient travailler plus mais ne le peuvent pas parce leur contrat est un temps partiel non désiré (en tout, plus de 30 % des femmes sont à temps partiel).

3. Trop coûteux, le travail en France ?

- la France a l'une des plus fortes productivités horaires du travail dans le Monde (voir point précédent) ;
- selon un Classement KPMG (2006), la France est celle qui a le **coût horaire du travail le plus faible d'Europe.**
- Le coût du capital augmente, lui : les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté de 218 % de 1993 à 2005 !

4. Fainéants, les chômeurs et privés d'emploi ?

Les propositions d'emploi de l'ANPE non satisfaites représentent une minorité : en 2005, 88 % des offres de l'ANPE ont été satisfaites. Celles qui restent (au plus 250 000) ne permettent aucunement de régler la question du chômage. Elles viennent d'ailleurs de secteurs où les salaires sont faibles et les conditions de travail très difficiles : restauration et bâtiment.

5. Du travail, oui, mais pour qui ? (voir fiche « 5 millions de chômeurs en France »).

Officiellement 2 millions, les privés d'emploi en France pourraient être plus de 5 millions. Il faut y rajouter :

- la diminution des durées d'indemnisation de la période de chômage de 30 à 23 mois ;
- augmentation des radiations administratives (+ 39 %) ;
- 200 000 RMIstes de plus depuis 2002 (1,3 millions en 2006) ;
- 6 millions de personnes (selon la DREES) vivent de minima sociaux (en comptant les ayants droit) ;
- des travailleurs immigrés discriminés à l'embauche et exploités dans le travail (30 % des immigrés d'origine algérienne sont au chômage ; 35 % des Français originaires de Turquie sont en contrat précaire) ;
- des milliers de sans-papiers exploités à travers le travail au noir, avec de faibles rémunérations et des conditions de travail épouvantables ;
- seuls 37 % des handicapés de 20 à 59 ans ont un emploi ;
- le chômage est plus élevé chez les femmes (10,8 %) que chez les hommes

6. Quelle rémunération du travail ? Augmenter le temps de travail pour gagner plus ?

- 70 % des salariés à temps complet (secteur privé et semi-public) gagnent moins de 1875 euros par mois.
- Le revenu mensuel disponible (après impôts et prestations sociales, hors patrimoine) est inférieur à 1300 euros pour 60 % des personnes seules et inférieur à 3400 euros pour 60 % des ménages avec deux enfants.
- Augmenter le temps de travail pour augmenter le revenu ? Les récentes signatures d'accords d'entreprises montrent qu'il s'agit surtout de baisser le salaire horaire. Bref gagner un tout petit peu plus en travaillant beaucoup plus.
- Seul 1 Français sur 6 pense qu'augmenter le temps de travail permettra d'augmenter le pouvoir d'achat. 57 % pensent qu'une baisse de la TVA serait plus appropriée. 36 % sont pour une augmentation du SMIC horaire. (sondage IFOP pour Métro, janvier 2006 : <http://gesd.free.fr/pametro.pdf>)

7. Travailler, dans quelles conditions ?

- Les conséquences économiques de l'impact du travail sur la santé sont très importantes : le montant des indemnités journalières (IJ) s'élevait à 5,4 milliards d'euros en 2003, en augmentation de 6 % par rapport à 2002. Soit 200 millions de journées d'arrêts de travail ; le coût global cumulé des accidents et des maladies professionnels s'élève à 3 % de la richesse nationale en France, soit

l'équivalent théorique de plus de dix jours fériés supplémentaires.

- Les TMS (troubles musculo-squelettiques) progressent de 20 % par an en Europe (20 000 cas de maladies professionnelles en France en 2000)
- Le travail est rendu responsable d'un problème de santé sur cinq ;
- 25 % des chômeurs sont en dépression.

Nos propositions pour revaloriser les travailleurs et les privés d'emploi :

- revaloriser les salaires (SMIC et autres) et les minima sociaux,
- améliorer les conditions de travail,
- partager le travail et créer des emplois (services publics) pour que tout le monde puisse en trouver,
- Développer une autre valeur-travail autour d'organisations du travail alternatives : coopératives, mutuelles, associations ;
- Faire respecter le code du travail dans les 15 % d'entreprise qui ne le respectent pas... pour assurer l'application des principes et lois de la République !
- Ouvrir le débat sur le sens du travail dans une société développée confrontée aux défis écologiques, sociaux et économiques : travailler d'accord, mais pour produire quoi et comment ? (tenir compte de l'empreinte écologique des activités ; le travail et le plein-emploi, un moyen et pas une fin, augmenter les emplois de service à la personne et réduire les activités les plus dangereuses pour les hommes et la planète, ...)

Source :

Observatoire des inégalités
Eurostat, Insee, Dares, Drees
KPMG
les 125 propositions

Fiche rédigée, le 1er Mars, par Maxime Combes (06 24 51 29 44, maxime.combes@gmail.com)

Annexe : Citations de Sarkozy, Parisot et Royal

Nicolas Sarkozy :

- « [...] l'homme [...], n'est pas une marchandise comme les autres » (Saint-Etienne, 09/11/06)
- « Avec la crise de la valeur travail, c'est l'espérance qui disparaît. [...] Le travail est dévalorisé, la France qui travaille est démoralisée. Le problème c'est que la France travaille moins quand les autres travaillent plus. » (Discours d'investiture, 14 janvier 2007)
- « Au premier rang, je mettrai la valeur travail dont l'oubli résume à mes yeux toute la crise morale française. [...] Je veux être le candidat du travail. » (Le Figaro, le 31 janvier 2007)
- « Le CNE est un progrès, il ne faut pas y toucher » (devant la CGPME, 24 janvier)

Laurence Parisot :

- « La liberté d'entreprendre s'arrête là où commence le code du travail » (à l'Assemblée générale du MEDEF en janvier 2005)
- « La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? » (Le Figaro, 30 août 2005).

Ségolène Royal :

- "La gauche a la responsabilité de réhabiliter la valeur travail, parce que la droite la détruit" (19 août 2006, Le Creusot)